

Nations Unies  
**ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE**

DIX-SEPTIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 828<sup>e</sup>  
SÉANCE**

Mardi 6 novembre 1962,  
à 10 h 50

**NEW YORK**

SOMMAIRE

Page

Point 36 de l'ordre du jour:

Question de la convocation d'une conférence  
internationale chargée d'examiner les pro-  
blèmes du commerce (*suite*)

Examen des projets de résolution (*suite*) . . 221

*Président:* M. Bohdan LEWANDOWSKI  
(Pologne).

POINT 36 DE L'ORDRE DU JOUR

Question de la convocation d'une conférence internationale  
chargée d'examiner les problèmes du commerce (A/5221,  
A/C.2/214, A/C.2/L.645, A/C.2/L.648 et Corr.1 et  
Add.1 à 4, E/3631 et Add.1 à 4) [*suite*]

EXAMEN DES PROJETS DE RESOLUTION (A/C.2/  
L.645, A/C.2/L.648 ET CORR.1 ET ADD.1 À 4)  
[*suite*]

1. M. KOUMBOU (Congo [Brazzaville]) constate que tous les représentants sont d'accord pour reconnaître que le fossé entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement ne fait que s'élargir. Les statistiques des Nations Unies indiquent que les prix des produits manufacturés dont ces derniers pays sont importateurs ne cessent d'augmenter alors que les cours des produits primaires qu'ils exportent baissent chaque année. Le moment est venu de mettre fin à cette exploitation et de donner aux pays en voie de développement une juste rémunération de leurs efforts quotidiens. C'est pourquoi la délégation du Congo (Brazzaville) appelle de tous ses vœux la réunion de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et qu'elle approuve sans réserve le projet de résolution des 28 puissances (A/C.2/L.648 et Corr.1 et Add.1 à 4).

2. M. Koumbou tient à souligner à ce propos que son pays est associé à la Communauté économique européenne et qu'il en est fier. La nouvelle convention d'association qui entrera en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1963 a été négociée librement et non pas octroyée comme la précédente, fait que nombre de représentants semblent ignorer. Le nouvel accord permet aux Etats associés d'établir de nouveaux droits de douane et d'appliquer des restrictions quantitatives aux importations provenant des pays de la Communauté, selon les exigences de leurs industries naissantes et de leurs finances publiques.

3. Sans doute tout n'est pas parfait dans une création telle que le Marché commun européen, mais le Congo (Brazzaville) est convaincu que son association à ce groupement économique lui est profitable. Il convient de rappeler, en effet, comme le signalait le représentant du Sénégal, que de 1956 à 1961 le chiffre

d'affaires global de l'industrie sénégalaise s'est accru de 75 p. 100, que celui de l'industrie de la Côte-d'Ivoire a triplé en l'espace de huit ans et que l'indice de la production industrielle malgache, établi sur la base de 100 en 1950, était de 262 en 1960. Ces chiffres montrent que l'association au Marché commun ne s'est pas traduite par un ralentissement du processus d'industrialisation.

4. M. Koumbou souligne qu'en ce qui concerne le Congo (Brazzaville), les négociations avec la Communauté économique européenne ont lieu sur un pied d'égalité et que son pays a déjà bénéficié de l'aide de la Communauté, ainsi qu'en témoignent l'expansion et l'amélioration du port de Pointe-Noire, l'amélioration de l'infrastructure routière et le financement de 12 projets: d'autre part, des plans ont été soumis à la Communauté, notamment pour la construction du barrage hydro-électrique du Kouilou qui, une fois achevé, sera l'un des plus grands du monde et fournira 8 milliards de kWh par an à des prix très avantageux. La délégation du Congo (Brazzaville), sans vouloir faire l'apologie du Marché commun européen, a tenu à montrer les avantages que comporte une association librement consentie; elle n'en reconnaît pas moins que ce groupement économique peut dans une certaine mesure être préjudiciable aux pays qui n'en font pas partie et souhaite sincèrement que la disparition de ces barrières discriminatoires fasse l'objet de négociations.

5. Eu égard à toutes ces considérations, M. Koumbou espère que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement trouvera des solutions satisfaisantes pour améliorer la situation des pays exportateurs de produits primaires et il fait appel aux auteurs du projet de résolution commun pour qu'ils ne condamnent pas à priori les membres des groupements économiques qui ne demandent pas mieux que d'assouplir leur position. Il conviendrait à cette fin d'accepter la rédaction initiale du huitième considérant de la résolution 917 (XXXIV) du Conseil économique et social dont les termes sont plus nuancés que ceux du projet de résolution commun et qui n'altérerait en rien les buts que se fixe le projet. Peut-être y aurait-il lieu à cet égard de suivre le conseil du Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales et de rechercher dans la tendance à l'intégration régionale un élément de rapprochement, et non de division, qui permettrait de retrouver la vertu unificatrice du commerce universel. La délégation du Congo (Brazzaville) souhaite que la Conférence ait lieu à une date aussi rapprochée que possible, c'est-à-dire en juin 1963, et que son comité préparatoire soit composé de 30 membres, compte tenu de la répartition géographique et de la représentation des pays ayant récemment accédé à l'indépendance.

6. M. ANJARIA (Inde) a plaisir à constater que nombre de représentants voient dans le projet de résolution



des 28 puissances une base utile pour les travaux de la prochaine conférence. Quand on le compare au projet de résolution de l'Union soviétique (A/C.2/L.645), on constate que les différences entre les deux textes, si réelles soient-elles, n'en obscurcissent pas pour autant la communauté d'intention. Le problème fondamental est d'assurer aux pays en voie de développement une part accrue du commerce international et la solution recherchée ne devra pas consister seulement en une assistance financière, mais dans un effort tendant à accroître le volume des exportations des pays en voie de développement et à supprimer les obstacles à leur croissance économique; le moment est venu de donner une orientation nouvelle au système du commerce international. La tâche de la Commission est de chercher à réduire l'écart qui sépare les divers points de vue, mais il existe d'ores et déjà un accord si large quant au fond du problème que de simples consultations devraient permettre d'arrêter un texte ralliant tous les suffrages. En ce qui concerne le préambule du projet de résolution commun, les remarques qui ont été faites sont essentiellement d'ordre rédactionnel et il devrait être possible d'en tenir compte sans trop de difficultés.

7. Les divergences fondamentales concernent la date de la Conférence, la composition du Comité préparatoire, et le sens à donner à l'alinéa d du paragraphe 4 du dispositif. Sur la question de la date de la Conférence, il est bien entendu qu'il faudra préparer soigneusement la documentation et les propositions concrètes si l'on veut obtenir des résultats positifs. Il faudra donc faire la synthèse des textes existants et examiner les conséquences des diverses possibilités d'action qui s'offrent aux gouvernements et aux institutions internationales telles que le FMI et la Banque. Mais de longs délais de préparation n'assurent pas nécessairement les résultats les meilleurs; d'autre part, de nombreux pays en voie de développement ont souligné l'urgence de leurs problèmes. Il ne paraît pas indiqué, cependant, de laisser au Conseil économique et social le soin d'arrêter le programme de la Conférence sur la base du rapport que lui fera le Comité préparatoire. En raison même du caractère d'urgence qui s'attache à cette question, le projet de résolution doit au moins indiquer une date limite. La date de juin 1963 a paru raisonnable aux auteurs; néanmoins, les arguments qui ont été avancés en faveur d'une plus grande souplesse ne manquent pas de poids. Peut-être des consultations permettront-elles de préciser l'ampleur qu'auront les travaux préparatoires et d'arriver à une solution satisfaisante, mais l'Inde estime en tout état de cause que la Conférence devrait se réunir bien avant la fin de 1963.

8. Quant à la composition du Comité préparatoire, on a dit qu'en l'élargissant on l'alourdirait, et qu'on l'empêcherait ainsi de travailler avec l'efficacité dont font preuve d'ordinaire les groupes plus restreints. Cet argument est valable, mais il s'agit ici d'une conférence de la plus haute importance et que beaucoup considèrent comme historique. Il est inévitable que de nombreux pays en voie de développement considèrent que le Comité préparatoire doit refléter, dans sa composition, le caractère universel de la Conférence; il devrait donc être constitué sur la base d'une représentation géographique satisfaisante et tenir compte des intérêts et des suggestions des pays en voie de développement. Pour sa part, l'Inde ne pense pas qu'un comité composé de 30 membres soit la seule

formule raisonnable, mais elle ne juge pas non plus que ce chiffre alourdirait le Comité; de toute façon, un comité de cette importance est nécessaire si l'on veut qu'il ait toute l'autorité voulue.

9. Pour ce qui est du deuxième des amendements des six puissances (A/C.2/L.651/Rev.1), qui porte sur l'alinéa d du paragraphe 4 du projet, M. Anjaria souligne que la Conférence devra examiner les mesures d'ordre institutionnel qui permettront de poursuivre les objectifs fixés à la lumière de l'évolution de la structure du commerce international, des buts de la Décennie des Nations Unies pour le développement et de l'ordre nouveau selon lequel les ressources de la production et les échanges commerciaux seront organisés dans les 25 à 30 années à venir. Pour sa part, l'Inde estime qu'il y a intérêt à utiliser au mieux les dispositifs existants. Elle a trouvé dans le GATT une institution capable de s'adapter, et il lui est difficile de croire que cette adaptabilité soit arrivée à son terme.

10. Mais il ne s'agit pas tant d'une question d'ordre institutionnel que de savoir quelle indication donner, dans le schéma de l'ordre du jour, sur la portée que l'Assemblée générale assigne à la Conférence. A ce propos, l'Inde estime que les points soulevés par les amendements des six puissances sont déjà couverts par le projet de résolution. Comme l'a dit le représentant de la Yougoslavie, il faut surtout mettre en relief le fait qu'il s'agit d'une conférence sur les problèmes du commerce en fonction du développement économique. Le sujet est immense, et c'est pourquoi le projet de résolution commun met l'accent sur les problèmes énumérés au paragraphe 4 du dispositif. Certains problèmes sont-ils exclus, tels ceux qui ont trait au commerce Est-Ouest? De l'avis de l'Inde, ils ne le sont pas, dans la mesure où ils intéressent le développement. De même le texte du projet de résolution n'exclut pas la discussion des avantages et des inconvénients que comporterait la création d'une nouvelle institution. Les auteurs ont souligné, sur la base de l'expérience déjà acquise, la nécessité d'un effort soutenu, d'un examen périodique de ce qui aura été accompli et de l'étude de nouvelles possibilités d'action.

11. En bref, ce qui compte, ce n'est pas tant la question de rédaction que le désir d'arriver à une formule susceptible de faire l'unanimité. Cette éventualité est loin d'être exclue, pour peu qu'on ne se montre pas trop intransigeant quant à la date de la Conférence et qu'on se rende compte que le texte actuel n'exclut pas la possibilité d'examiner la question institutionnelle.

12. M. HAKIM (Liban), encore qu'il souscrive aux objectifs exprimés dans le projet de résolution de l'Union soviétique, estime qu'il est plus indiqué, au stade actuel, de se concentrer sur les problèmes urgents auxquels font face les pays en voie de développement dans le domaine du commerce international. Ces problèmes conduiront du reste entemps voulu à l'examen des aspects plus généraux du commerce international.

13. Quant au projet de résolution des 28 puissances, bien qu'elle en approuve la quasi-totalité, la délégation libanaise estime que certains termes, et notamment ceux qui ont trait aux questions d'organisation, sont trop généraux et trop vagues. La formule "méthodes et organismes en vue de l'exécution de mesures relatives à l'expansion du commerce international", uti-



lisée à l'alinéa d du paragraphe 4, ne permet pas en effet de savoir s'il s'agit des organismes existants que l'on conserverait sous leur forme actuelle, des organismes existants que l'on modifierait ou d'organismes nouveaux que l'on créerait. C'est pourquoi le Liban s'est joint à plusieurs autres pays pour déposer des amendements (A/C.2/L.651/Rev.1).

14. Ces amendements ont été critiqués et certains s'y sont opposés en affirmant qu'il ne fallait pas aborder la question de la création d'une organisation internationale du commerce. Tout d'abord, la question a déjà été abordée dans le projet de résolution de l'Union soviétique et, désormais, il ne sera plus possible de l'éviter. Vouloir la passer sous silence maintenant serait risquer de voir le Comité préparatoire soutenir qu'il n'a pas été expressément autorisé à l'aborder. Ensuite, l'important n'est pas de vouloir ou de ne pas vouloir d'organisation internationale du commerce — car une organisation n'est pas une fin en soi, mais un moyen de parvenir à un objectif précis —, mais de s'entendre sur le but recherché. De l'avis des auteurs des amendements, la Conférence doit avoir pour objet de remédier d'urgence à la situation défavorable des pays en voie de développement en améliorant leur position commerciale, leurs recettes d'exportation et leur part dans un commerce international en expansion. Tant que la situation actuelle persistera, la Décennie des Nations Unies pour le développement ne pourra en effet qu'aboutir à un échec lamentable.

15. Si l'on envisage le problème sous cet angle, il est impossible de ne pas se poser de question sur l'efficacité des mécanismes commerciaux actuels. C'est pourquoi les auteurs des amendements proposent de compléter l'alinéa d du paragraphe 4 du projet de résolution. La subdivision i proposée précise d'abord qu'il s'agit de procéder à une "réévaluation des activités des organismes internationaux existants ... du point de vue de leur aptitude à résoudre efficacement les problèmes commerciaux des pays en voie de développement". Il s'agit notamment de procéder à un "examen de l'expansion des relations commerciales entre pays ayant des niveaux de développement économique inégaux", ce qui englobe le commerce des pays sous-développés entre eux et avec les pays avancés, "et des systèmes d'organisation économique et des systèmes commerciaux différents", ce qui désigne à la fois les pays socialistes où le commerce est un monopole d'Etat et les pays avancés qui ont un régime de libre entreprise hautement organisé.

16. Peut-on cependant arrêter là les recherches? Si cette réévaluation démontre que les mécanismes actuels sont insuffisants pour résoudre les problèmes des pays sous-développés, n'est-on pas inévitablement conduit à se demander comment obtenir un dispositif efficace? Dans ce cas il faut étudier, comme il est précisé à la subdivision ii de l'amendement proposé, "l'opportunité d'éliminer les chevauchements et les doubles emplois en coordonnant ou en intégrant les activités" des organismes actuels et d'apporter "tous autres changements nécessaires, y compris l'opportunité d'établir une institution des Nations Unies pour le commerce international".

17. Les critiques formulées contre ce texte ne sont guère compréhensibles et résultent sans doute d'un malentendu. Il est surprenant, en particulier, de voir le représentant des Etats-Unis s'opposer à ce que l'on étudie la question. Qu'y a-t-il d'erroné à vouloir chercher s'il serait bon ou non de créer une nouvelle

institution? Une telle étude donnerait aux adversaires de cette création la possibilité de se faire entendre et peut-être même de faire prévaloir leur point de vue. En effet, il ne faut pas oublier que les amendements ne proposent nullement la création d'une nouvelle organisation, mais demandent simplement que la question soit examinée par le Comité préparatoire, et éventuellement par la Conférence. Avant cette étude approfondie, il est aussi impossible d'affirmer que la création de nouveaux organismes est nécessaire que de soutenir qu'elle ne l'est pas. Ce sont ceux qui veulent émettre un veto contre l'examen de la question qui portent dès à présent un jugement sur le fond du problème. D'ailleurs, même si l'on parvient à éluder la question pour l'instant, il faudra bien l'aborder tôt ou tard, et elle ne sera pas résolue de sitôt. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi qui s'est tenue à La Havane en 1947-1948 a montré combien il faut de temps avant de parvenir à rédiger un texte comme la Charte de La Havane ou avant de créer toute institution nouvelle. Par conséquent, même si l'étude demandée démontrait la nécessité de créer une nouvelle organisation, la Conférence ne pourrait pas la mettre immédiatement sur pied, car il faudrait au moins deux ou trois ans de négociations pour cela.

18. Le représentant du Liban demande donc aux membres de la Commission de déterminer leur position uniquement en fonction de la nécessité de résoudre d'urgence les difficultés des pays en voie de développement. Le même esprit doit prévaloir lors de la fixation du nombre des membres du Comité préparatoire. Si le Comité préparatoire de la Conférence de La Havane comptait 18 membres alors que l'ONU groupait 51 Etats Membres, il n'est pas excessif de demander que le Comité préparatoire ait 30 membres puisque le nombre des Etats Membres de l'ONU a plus que doublé dans l'intervalle. Un tel chiffre permettrait d'assurer une représentation équitable à tous les intérêts et à toutes les régions directement touchées par les problèmes commerciaux.

19. M. KLUTZNICK (Etats-Unis d'Amérique) estime qu'au stade où sont parvenus les débats, il a le devoir de dire clairement — bien que ce ne soit pas nécessairement la démarche la plus diplomatique ou la plus populaire — quelle est la position de son gouvernement, car elle ne paraît pas encore parfaitement comprise. La discussion dans laquelle s'est engagée la Commission prouve qu'elle aurait assurément mieux fait de s'en tenir à la résolution 917 (XXXIV) du Conseil économique et social, qui recommandait la convocation d'une conférence et la création d'un comité préparatoire et prévoyait l'adoption de mesures concrètes, sans écarter la moindre idée ou la moindre suggestion. Le Gouvernement des Etats-Unis était prêt à s'en remettre aux conclusions que le groupe d'experts formulerait sur l'ordre du jour et ne croyait pas qu'il serait nécessaire que l'Assemblée générale adopte une nouvelle résolution. Il n'a pas été suivi et certaines délégations ont voulu mentionner des points particuliers. Dès ce moment, il était évident que l'on courait le risque de provoquer des controverses. En effet, les divergences avaient été marquées au Conseil et ce n'est qu'après quatre semaines de négociations que l'on était parvenu à s'entendre sur une formule qui rendait possible le concours de tous, puissances commerciales et pays en voie de développement.

20. La position des Etats-Unis n'a pas changé et ce pays souhaite toujours que la Conférence aboutisse



à des résultats concrets. C'est précisément pour cette raison — et non parce qu'ils éprouveraient des craintes quelconques — que les Etats-Unis ne croient pas utile d'aborder à la Conférence certains problèmes comme celui du commerce entre les pays à économie planifiée et les pays développés de libre entreprise. Ne serait-il pas décourageant pour les pays sous-développés, venus pour régler leurs propres difficultés, de devoir assister à des monologues interminables sur les avantages de telle ou telle conception? Il existe déjà bien des possibilités à l'Assemblée générale ou à la Deuxième Commission pour se livrer à de telles exhibitions et les Etats-Unis ne voient pas pourquoi ils devraient se rendre pour cela à une conférence spéciale.

21. On a longuement parlé en faveur de la création de nouveaux mécanismes, notamment d'une nouvelle organisation internationale du commerce. La résolution du Conseil économique et social n'empêche pas le Comité préparatoire d'étudier toutes les mesures qu'il jugera nécessaires. La délégation des Etats-Unis votera donc contre toute suggestion concernant la nécessité de créer de nouveaux rouages internationaux à l'heure actuelle. Les Etats-Unis se souviennent de l'histoire des années passées et ils sont liés par les engagements qu'ils ont pris. Ils ne sont pas prêts, dans l'intérêt même des pays sous-développés, à se rendre à une conférence dont le but serait de créer de nouveaux mécanismes, ce qui ne veut pas dire qu'ils soutiennent que les mécanismes actuels sont parfaits ou ne pourraient pas être améliorés. L'important est de ne pas formuler de critiques avant de s'entendre sur les buts recherchés et de ne pas noyer la Conférence sous un flot de problèmes qui ne concernent pas directement les pays en voie de développement.

22. L'idée de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, née dans l'unité, est maintenant parvenue à un moment critique. Pour qu'elle aboutisse, il faut qu'une atmosphère propice s'instaure afin qu'elle puisse prendre des mesures concrètes. Comme le représentant du Brésil l'a souligné, le grand problème sera de savoir se limiter. Si l'on veut que le Comité préparatoire donne la priorité à des questions comme celle des institutions et des rouages, devant lesquelles la Conférence risque d'être débordée, il est évident que la réunion est vouée à l'échec avant même d'avoir commencé. M. Klutznick n'ignore pas que ses sentiments ne sont pas unanimement partagés, mais il tient à éviter toute équivoque. D'ordre de son gouvernement, il est obligé, pour tenir compte des responsabilités de celui-ci envers son peuple comme envers les institutions dont il fait partie, de préciser que si l'on convoquait hâtivement une conférence, ou si la Conférence examinait des problèmes autres que les problèmes urgents des pays en voie de développement, les Etats-Unis seraient contraints de reconsidérer leur position et de se demander s'ils peuvent utilement participer à une telle réunion. Cette déclaration n'est qu'un exposé très franc de la vérité, motivé par la conviction que les délégations assemblées à la Commission y ont droit.

23. La Conférence n'aura pas force obligatoire et chaque Etat pourra s'y faire représenter ou non. M. Klutznick craint vivement que les débats de la Deuxième Commission ne rendent difficile la contribution d'Etats qui sont pourtant de bonne volonté et qui souhaitent vivement apporter leur concours. Il serait vain de croire que la Conférence créera à elle

seule le paradis sur terre. Il serait plus dangereux encore de faire naître peu à peu une atmosphère de doute et de défi qui entrave la poursuite des travaux constructifs qui se font à présent dans les organismes existants. Déjà, les débats actuels ne manqueront pas d'avoir des répercussions et il ne faut pas oublier que les nations réagissent comme des êtres vivants et ne déterminent pas uniquement leur conduite d'après le texte des résolutions.

24. Certains considéreront peut-être que sa déclaration jette une note discordante. En la prononçant, M. Klutznick n'a cependant voulu que rendre fort claire la position de son gouvernement. En résumé, ce dernier est prêt à accepter toute résolution ou suggestion qui va dans le sens défini par le Conseil économique et social. Il ne s'oppose pas à une légère augmentation du nombre de membres du Comité préparatoire, mais juge que le chiffre de 30 est excessif. Il est tout aussi désireux que quiconque de voir la Conférence se réunir à une date rapprochée, à condition que des propositions concrètes puissent être formulées. Il estime que la Conférence irait au-devant d'un échec si elle ne faisait pas porter tous ses efforts sur les problèmes urgents des pays en voie de développement. Enfin, si elle était convoquée à la hâte et si elle s'attachait à des questions politiques, le Gouvernement des Etats-Unis se verrait obligé de considérer toute la question sous un angle nouveau.

25. M. HAKIM (Liban) tient à dissiper le malentendu qui lui semble ressortir de l'intervention du représentant des Etats-Unis en ce qui concerne ce qu'il a dit précédemment à propos de l'établissement d'une nouvelle organisation internationale. La Conférence n'aura pas pour objectif la création d'une telle organisation; cela serait de toute façon en dehors de ses possibilités. Mais il faut étudier et discuter l'opportunité de créer une institution des Nations Unies pour le commerce international. L'alinéa i qui figure au deuxième amendement des six puissances demande la réévaluation des activités des organismes internationaux existants. Si ces derniers ne se révèlent pas suffisants et efficaces, on ne pourra éviter d'examiner l'opportunité de créer une nouvelle organisation internationale. La Conférence le fera sur la base des études qui auront été préparées. Mais, même si elle se prononçait affirmativement, la création d'une telle organisation demanderait encore une somme de travail considérable. M. Hakim est heureux de constater que, malgré le malentendu qui est apparu dans la déclaration du représentant des Etats-Unis, la conclusion de ce dernier ne ferme la porte à la discussion d'aucune question, et il compte sur cette qualité tout américaine de la part de la délégation des Etats-Unis pour la suite du débat.

26. M. ALMEIDA (Brésil) dit que sa délégation, après la déclaration du représentant des Etats-Unis, comprend mal où réside la différence fondamentale entre cette dernière et les suggestions faites dans les amendements des six puissances. La délégation brésilienne s'est déjà exprimée nettement sur la possibilité d'examiner le cadre institutionnel dans le domaine du commerce international. Elle pensait, d'un côté, à l'étude des moyens d'améliorer, de réformer et de renforcer les institutions existantes et, de l'autre, à l'opportunité de discuter de la position à prendre à l'égard de la création d'une nouvelle institution des Nations Unies. Il n'a pas été dit que le but de la Conférence serait la création d'une organisation du commerce international. L'idée fondamentale du



projet de résolution des 28 puissances, précisé dans l'amendement proposé pour l'alinéa d du paragraphe 4, est qu'il faut résoudre les problèmes commerciaux des pays en voie de développement, et ces problèmes ne pourront être examinés utilement que si l'on fait entrer dans le cadre de la discussion des questions plus vastes et l'étude des moyens permettant de développer le commerce international au profit de tous les pays du monde. Il s'agit de savoir si les organismes existants sont suffisants ou s'ils peuvent être améliorés pour répondre aux besoins des pays en voie de développement. Il semble ressortir de la déclaration du représentant des Etats-Unis que son gouvernement est prêt à discuter ce genre de problème.

27. Il faut donc s'attacher à obtenir une rédaction du projet de résolution qui soit acceptable pour tous, ce qui est précisément l'objet de l'amendement proposé. Si l'on veut étendre au maximum le commerce des pays en voie de développement, il ne faut pas écarter de la discussion le commerce avec les pays socialistes. De même, un élargissement du cadre institutionnel international doit être possible s'il se révèle nécessaire pour atteindre les objectifs fondamentaux des pays en voie de développement, d'autant plus que la situation actuelle annonce un avenir peu favorable pour le développement économique de ces pays. Si, comme M. Almeida croit le comprendre, le représentant des Etats-Unis, pas plus que les autres membres de la Commission, n'exclut la possibilité de discuter cette question, il n'apparaît pas y avoir de divergence fondamentale. Le terrain d'entente semble au contraire très grand, de même que la possibilité d'arriver à des solutions qui satisferont tout le monde.

28. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) voit dans l'intervention de la délégation des Etats-Unis une menace de faire échouer la convocation d'une conférence sur le commerce en refusant d'y participer — puisque cette participation n'est une obligation pour personne — si l'orientation des débats et les dispositions des délégations lui déplaisent. Il serait facile à la délégation de l'Union soviétique de faire de même. L'Union soviétique a existé et continuera d'exister avec ou sans commerce international, et qu'il existe ou non une organisation internationale du commerce. Mais ce problème n'est une question de vie ou de mort ni pour les Etats-Unis ni pour l'Union soviétique. L'Organisation des Nations Unies a été créée pour que les nations cherchent des solutions constructives et positives aux problèmes de la communauté mondiale sur la base de la coopération mutuelle. L'attitude de la délégation des Etats-Unis n'est pas constructive à cet égard et la délégation de l'Union soviétique n'a pas l'intention de la suivre dans cette voie. Le représentant des Etats-Unis ne doit pas croire que les 110 Etats Membres de l'ONU n'ont pas le droit d'exprimer leurs vues sur la date et l'ordre du jour d'une conférence et qu'ils doivent s'en tenir à une décision unanime du Conseil économique et social, prise par 18 Membres seulement. Cette décision ne saurait être définitive et ne représente qu'une approximation à une solution du problème. C'est ainsi par exemple que le Conseil n'a fixé ni la date de convocation ni l'ordre du jour de la Conférence. Tous les Etats Membres ont le droit de s'exprimer à ce sujet.

29. On a dit que la délégation des Etats-Unis craignait que la Conférence aborde des questions comme celle

du commerce entre l'Est et l'Ouest. Ses craintes sont dénuées de fondement. Le représentant des Etats-Unis semble s'imaginer que toutes les questions du commerce entre l'Est et l'Ouest concernent son pays. Ce n'a pas été le cas jusqu'ici, et la part des Etats-Unis dans ce commerce a été infime; l'Union soviétique souhaiterait la voir s'accroître, mais il appartient aux Etats-Unis de déterminer leur place dans le commerce international en fonction de leur structure et de leurs désirs. D'autres pays entretiennent des relations commerciales avec les pays socialistes, et il importe de créer un climat favorable pour la Conférence qui discutera des problèmes les plus pacifiques qui existent, ceux du commerce.

30. Le représentant de l'URSS est convaincu que la délégation des Etats-Unis participera à la Conférence et qu'elle lui apportera sa contribution. Le seul objectif de la Conférence sera de trouver des formes de coopération économique collective qui tiennent compte des intérêts de tous les pays. Tout est lié intimement dans le monde, et si l'on veut discuter des problèmes du développement économique et commercial des pays en voie de développement, il ne faut pas les séparer des efforts des Etats-Unis, des pays socialistes et des autres pays développés dans le domaine du commerce. La Conférence abordera nécessairement l'ensemble des problèmes du commerce, y compris ceux du marché mondial, de l'ampleur de ce marché, de la direction des opérations commerciales. Il n'y a aucune raison de s'effrayer à l'idée d'une nouvelle organisation internationale. Il est tout à fait normal que de nouvelles conceptions se fassent jour en raison des nouvelles exigences. Il faut se garder de rester prisonnier d'un certain conservatisme et d'éviter toute formule nouvelle. Car, à ce compte, il faudrait condamner le Marché commun européen, qui est aussi une formule nouvelle. Comme l'ont dit les représentants du Liban et du Brésil, il ne faut pas exclure la possibilité de discuter la création éventuelle d'une organisation internationale du commerce. Mais personne n'a réclamé cette organisation pour l'immédiat.

31. M. KLUTZNICK (Etats-Unis d'Amérique) tient à préciser, afin de dissiper toute crainte, que sa délégation n'a jamais exclu la discussion d'aucune question à la Conférence. S'il en croit le représentant de l'URSS, ce dernier participera à la Conférence et alors la question du commerce entre l'Est et l'Ouest sera abordée d'une façon ou d'une autre.

32. A l'exception des points que M. Klutznick a cités, sa délégation accepte le projet de résolution des 28 puissances dont le paragraphe 4 vise, à l'alinéa d, les méthodes et les organismes propres à exécuter les mesures relatives à l'expansion du commerce international. Elle ne cherche à fermer la bouche à personne et ne tient qu'à montrer un juste sens des proportions. Mettre l'accent sur la question du commerce entre l'Est et l'Ouest en l'inscrivant à l'ordre du jour équivaldrait à détourner la Conférence de son but essentiel, qui est d'étudier les problèmes commerciaux des pays en voie de développement. Même si l'on doit, comme l'a dit le représentant du Liban, étudier d'une manière approfondie la création éventuelle de nouveaux organismes, l'alinéa d sous sa forme actuelle n'exclut pas cette possibilité.

33. Les problèmes essentiels du commerce international sont ceux des pays en voie de développement, qui cherchent à améliorer les termes de l'échange pour leurs produits de base et les produits d'exportation.



tation de leurs industries naissantes. Ce serait nuire aux intérêts de la Conférence que d'encombrer son ordre du jour d'éléments étrangers à ce problème. La délégation américaine montre donc une attitude constructive lorsqu'elle demande que la priorité soit donnée aux besoins des pays en voie de développement. Elle ne conteste nullement l'existence des autres problèmes, mais leur solution n'est pas pour demain et il faudra continuer d'y travailler dans des organes autres que la Conférence. Comme le sait le représentant de l'URSS, le Conseil économique et social travaille actuellement, avec espoir de succès, à une déclaration de coopération économique. L'intervention de la délégation des Etats-Unis n'a d'autre but que de ramener l'attention aux questions urgentes et essentielles, à savoir les problèmes que posent les échanges des pays en voie de développement. Elle n'oublie pas les autres problèmes, mais estime que la place qui leur sera réservée doit rester dans de justes proportions, les questions essentielles étant celles des produits de base et des produits industriels des pays en voie de développement.

34. Pour M. UNWIN (Royaume-Uni), les interventions précédentes mettent en relief des conceptions très différentes quant à la façon d'aborder les problèmes: il lui semble qu'on cherche à modifier le sens de la résolution 917 (XXXIV) du Conseil économique et social. On demande l'étude de deux questions différentes: d'une part, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, et, d'autre part, une réorganisation complète du commerce mondial et la création d'une institution internationale dont le rôle serait d'appliquer des règles qui n'ont pas encore été formulées.

35. Les problèmes les plus pressants sont ceux qui se posent aux pays en voie de développement, notam-

ment à propos des prix de leurs produits de base et de leurs produits manufacturés, ainsi que des marchés d'exportation. L'examen de l'opportunité d'une nouvelle organisation risquerait de n'être qu'une discussion abstraite qui n'aboutirait à aucun résultat positif, en raison des divergences d'opinions, et qui ne peut présenter d'intérêt pratique pour ceux qui attendent la solution rapide de leurs problèmes.

36. Le représentant du Liban a dit que l'alinéa d du paragraphe 4 du projet de résolution des 28 puissances est trop vague, soulignant qu'une question avait été soulevée et qu'il fallait y répondre. La délégation britannique ne pense pas qu'il s'agisse de suggérer dès à présent une solution précise aux questions qui se posent. En outre, ne pas mentionner de solution précise ne signifie pas que ces questions ne peuvent pas être abordées à la Conférence. Mais ce serait préjuger de ces questions que d'en suggérer d'avance des solutions au Comité préparatoire. Une mention explicite d'une nouvelle organisation internationale dans les instructions données au Comité préparatoire pourrait conduire le Gouvernement britannique à réexaminer les considérations fondamentales qui l'ont poussé à voter en faveur de la résolution 917 (XXXIV) du Conseil économique et social et incité à participer à la Conférence. La délégation britannique serait disposée à accepter l'alinéa d du paragraphe 4 du projet de résolution sous sa forme actuelle. Quant à la question d'une nouvelle organisation internationale, elle demande encore des années de travail, et il faut pour le moment concentrer les efforts sur les problèmes des pays en voie de développement, qui sont les plus urgents.

La séance est levée à 13 heures.